



Numéro PPQ/9512

mardi 7 juin 2016

## Les grands titres:

- Sélection du prochain Secrétaire général : l'ONU rencontre deux nouveaux candidats
- L'ONUSIDA nomme le styliste Kenneth Cole en tant qu'Ambassadeur de bonne volonté
- Turquie : Ban Ki-moon condamne un attentat terroriste meurtrier à Istanbul
- Iraq : l'ONU demande aux autorités de garantir les droits des personnes fuyant Falloujah
- Niger : le HCR inquiet du sort de dizaines de milliers de déplacés fuyant Boko Haram
- Abus sexuels en ligne : les jeunes se sentent menacés, selon l'UNICEF
- Une réunion régionale au Paraguay vise à contribuer aux efforts globaux de prévention des catastrophes

## Sélection du prochain Secrétaire général : l'ONU rencontre deux nouveaux candidats



Vue d'ensemble de la salle du Conseil de tutelle de l'ONU, à New York. Photo : ONU / Rick Bajornas

**7 juin** - L'Assemblée générale des Nations Unies a rencontré mardi deux nouveaux candidats au poste de Secrétaire général de l'ONU, en plus des neuf ayant précédemment pris part à ces dialogues informels publics, une procédure inédite dans l'histoire de l'Organisation.

Miroslav Lajčák, Ministre des affaires étrangères de Slovaquie, est passé le premier mardi matin, suivi dans l'après-midi de Susana Malcorra, actuelle Ministre des affaires étrangères d'Argentine et ancienne Chef de cabinet de l'actuel Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon.

Chaque candidat a deux heures au cours desquelles il doit faire une présentation orale de sa candidature et de la façon dont il compte faire face aux défis auxquels est confrontée l'ONU et ensuite répondre à des questions posées par les Etats membres et la société civile.

M. Lajčák et Mme Malcorra ont officiellement déposé leur candidature en mai, venant s'ajouter à neuf autres candidats qui ont déjà passé leur 'entretien d'embauche' devant l'Assemblée générale mi-avril.

Ces neuf autres candidats sont, par ordre d'apparition :

- Igor Luksic, le Vice-Premier ministre et Ministre des affaires étrangères et de l'intégration européenne du Monténégro ;
- Irina Bokova, l'actuelle Directrice générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) ;
- Antonio Guterres, qui était récemment encore Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés ;
- Danilo Türk, ancien Président de Slovénie ;
- Vesna Pusic, ancienne Ministre des affaires étrangères et des affaires européennes et ancienne Première Vice Premier ministre de Croatie ;



- Natalia Gherman, ancienne Vice-Premier ministre et ancienne Ministre des affaires étrangères et de l'intégration européenne de la République de Moldavie ;
- Vuk Jeremic, qui fut Président de la 67ème session de l'Assemblée générale des Nations Unies et a été Ministre des affaires étrangères de Serbie ;
- Helen Clark, ancienne Premier ministre de Nouvelle-Zélande et actuelle Administratrice du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ;
- et Srgjan Kerim, ancien Ministre des affaires étrangères de l'ancienne République yougoslave de Macédoine et Président de la 62ème session de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Au terme des dialogues informels publics de mardi, le Président de l'Assemblée générale, Mogens Lykketoft, s'est félicité de cette procédure inédite dans l'histoire des Nations Unies.

« Ce dialogue a permis de faire la lumière sur le type de personnalité que les Etats membres recherchent pour leur prochain Secrétaire général », a déclaré M. Lykketoft. « Ils sont à la recherche d'un Secrétaire général fort, indépendant et courageux, qui fera pleinement usage des pouvoirs qui lui sont conférés dans la Charte des Nations Unies ».

Le Président de l'Assemblée générale a par ailleurs ajouté qu'il était encore temps pour d'autres candidats à la fonction de Secrétaire général de présenter leur candidature, tout en leur enjoignant à le faire dans les plus brefs délais.

Ces dialogues publics informels sont une nouveauté dans le processus de sélection du Secrétaire général, qui doit aboutir à la recommandation d'un candidat par le Conseil de sécurité de l'ONU. Jusqu'à présent, les huit précédents Secrétaires généraux que l'ONU a eus en 70 ans d'existence ont tous été sélectionnés par les 15 membres dans le cadre d'un processus relativement fermé. Les promoteurs de ces dialogues informels espèrent que cet exercice de transparence dans la sélection du prochain Secrétaire général influera sur la recommandation faite par le Conseil.

## L'ONUSIDA nomme le styliste Kenneth Cole en tant qu'Ambassadeur de bonne volonté



Le Directeur exécutif de l'ONUSIDA, Michel Sidibé (à droite), nomme le Président de la fondation américaine pour la recherche sur le sida et célèbre styliste de mode, Kenneth Cole (à gauche), en tant qu'Ambassadeur de bonne volonté pour contribuer aux efforts pour mettre fin à l'épidémie de sida. Photo : ONU / Mark Garten

**7 juin** - L'ONUSIDA a annoncé mardi avoir nommé Kenneth Cole, Président de la fondation américaine pour la recherche sur le sida et célèbre styliste de mode, en tant qu'Ambassadeur de bonne volonté pour contribuer aux efforts pour mettre fin à l'épidémie de sida.

Cette annonce a été faite lors d'une cérémonie spéciale organisée à la veille de la Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la fin du sida, qui aura lieu à New York du 8 au 10 juin.

« Nous entrons dans une phase cruciale de la riposte au VIH et je sais que Kenneth peut apporter une contribution significative et puissante à notre vision partagée de la fin de l'épidémie de sida d'ici 2030 », a déclaré le Directeur exécutif de l'ONUSIDA, Michel Sidibé, dans un communiqué de presse. « Son engagement, sa compassion et sa détermination vont amplifier nos efforts pour l'inclusion de tous dans la progression vers

une génération sans sida ».

En tant qu'Ambassadeur de l'ONUSIDA, M. Cole aura pour mission de rassembler la communauté mondiale en poursuivant son rôle de longue date en tant défenseur d'une riposte inclusive à l'épidémie de sida, a précisé M. Sidibé, ajoutant qu'il contribuerait aussi à la communication d'objectifs clairs concernant la riposte au sida. Prenant appui sur sa fonction de Président de la fondation américaine pour la recherche sur le sida, l'amfAR, il tentera de trouver un remède au VIH d'ici 2020 dans le but de concrétiser la vision de l'ONUSIDA de mettre fin au sida d'ici 2030.

« Je suis certain que si l'individu est placé au cœur de la riposte au sida, nous pouvons réaliser l'un des accomplissements humanitaires les plus marquants de ce siècle, la fin de l'épidémie de sida », a déclaré M. Cole. « J'espère contribuer à

l'intensification des efforts pour mettre fin à l'épidémie pour tous et partout ».

M. Cole est une personnalité de premier plan dans la riposte mondiale au sida depuis plus de 30 ans ainsi qu'un défenseur des personnes vivant avec le VIH. En plus d'assurer la gestion de son entreprise, M. Cole est depuis 2005 Président de l'amfAR. Il a joué un rôle déterminant dans le lancement par l'amfAR de la campagne Countdown to a Cure, qui soutient l'Institut pour la recherche sur le VIH récemment ouvert par l'amfAR et basé à l'Université de Californie à San Francisco (UCSF). La mission de cet institut est d'accélérer les progrès vers le développement d'un remède contre le VIH.

Parallèlement à la nomination de M. Cole, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a annoncé mardi dans un communiqué de presse que la Thaïlande était officiellement le premier pays d'Asie à éradiquer la transmission du VIH et de la syphilis de la mère à l'enfant.

« C'est une réalisation remarquable pour un pays où des milliers de personnes vivent avec le VIH », a déclaré le Directeur régional de l'OMS pour l'Asie du Sud-Est, Dr. Poonam Khetrapal Singh, dans un communiqué de presse.

L'OMS a également salué l'Arménie, le Bélarusse et la République de Moldova pour avoir accompli des progrès similaires s'agissant du VIH et de la syphilis.

« C'est une réalisation remarquable – un signal clair que le monde est sur la voie d'une génération sans SIDA », a déclaré la Directrice générale de l'OMS, Margaret Chan, ajoutant qu'il est « extrêmement encourageant de voir des pays parvenir à éliminer la transmission de la mère à l'enfant pour ces deux infections ».

## Turquie : Ban Ki-moon condamne un attentat terroriste meurtrier à Istanbul



Le Secrétaire général Ban Ki-moon,  
Photo ONU/Mark Garten

**7 juin** - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a condamné l'attentat à la voiture piégée survenu mardi dans le centre d'Istanbul, en Turquie, qui a fait au moins 11 morts et des dizaines de blessés.

Selon la presse, une voiture piégée a explosé dans la matinée en plein centre d'Istanbul durant l'heure de pointe, à 8 h 35, faisant onze morts, dont sept policiers, et 36 blessés dans le quartier historique de Vezneciler, non loin du Grand Bazar et de l'université de Beyazit.

Dans un communiqué de presse rendu public par son porte-parole, le Secrétaire général a exprimé le souhait que les auteurs de cet « attentat terroriste odieux » soient rapidement identifiés et traduits en justice.

Il a également présenté ses « sincères condoléances » aux familles des victimes et souhaité aux blessés un « prompt rétablissement ».

« L'ONU est solidaire avec le peuple et le gouvernement de la Turquie en ce moment difficile », a déclaré M. Ban.

## Iraq : l'ONU demande aux autorités de garantir les droits des personnes fuyant Falloujah



Les civils à Falloujah, en Iraq, ont besoin d'assistance. Photo OCHA Iraq

**7 juin** - Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, a exhorté mardi le gouvernement iraquien à prendre des mesures immédiates pour garantir que toutes les personnes fuyant la ville de Falloujah, qui est occupée par l'Etat islamique d'Iraq et du Levant (EIIL), soient traitées dans le respect des droits de l'homme et du droit international humanitaire.

« Des rapports extrêmement préoccupants et crédibles font état de personnes ayant survécu à leur terrifiante fuite de l'EIIL pour être ensuite confrontées à de graves violences physiques, une fois atteint l'autre côté », a déclaré le Haut-Commissaire dans un communiqué de presse.

Selon lui, des témoins oculaires ont décrit comment des groupes armés appuyant les forces de sécurité iraquiennes interceptent les personnes fuyant le conflit, séparent les hommes et les adolescents des femmes et des enfants, et les retiennent pour un filtrage de sécurité qui, dans certains cas, dégénère en violences physiques et autres formes d'abus, apparemment dans le but d'obtenir des confessions forcées. Il existe même des allégations selon lesquelles certains individus auraient été sommairement exécutés par ces groupes armés.

« Bien que les forces de sécurité iraquiennes aient un intérêt légitime à contrôler les personnes fuyant les zones contrôlées par l'EIIL pour garantir qu'elles ne posent pas de risque sécuritaire ou pour identifier les individus qui pourraient avoir commis des crimes, un tel processus doit être mené uniquement par des entités légalement habilitées à le faire par le droit iraquien. Lorsque des individus sont détenus par des groupes armés qui ne sont pas légalement autorisés à détenir des personnes, le gouvernement doit s'assurer que ces derniers soient transférés ou relâchés de manière sécurisée », a déclaré M. Zeid.

« Il est essentiel que toutes les personnes fuyant les violences autour de Falloujah soient présumées être des civils n'ayant pas de lien avec les groupes armés, à moins qu'il n'y ait des preuves claires et convaincantes du contraire », a-t-il ajouté.

Le Haut-Commissaire a ajouté que le contrôle des personnes à des fins de sécurité doit être mené de manière transparente, dans le respect plein et entier du droit international. Si des informations substantielles indiquent qu'un individu en particulier pourrait avoir commis des crimes ou représenter un risque sécuritaire, la personne concernée peut être détenue dans le respect de la loi et sa détention sujette à un examen judiciaire approprié.

M. Zeid a estimé que les déclarations faites par le Premier Ministre ainsi que d'autres dirigeants politiques, communautaires et religieux sont particulièrement bienvenues. Ces dirigeants ont demandé à tous ceux qui sont impliqués dans les opérations militaires de faire de leur mieux pour protéger les civils en toutes circonstances et pour que toute personne commettant des violations rendent des comptes.

« J'exhorte le gouvernement à prendre des mesures immédiates et concrètes pour garantir que ces appels soient traduits en actes », a déclaré le Haut-Commissaire. « Le gouvernement doit montrer son engagement en faveur de la protection des civils, notamment en enquêtant de manière exhaustive sur les informations selon lesquelles des personnes, qui ont enduré deux ans et demi d'enfer sur terre sous l'EIIL et qui ont surmonté d'énormes difficultés et dangers pour sortir vivantes de Falloujah, sont maintenant exposées à un double danger sous la forme de graves violations des droits de l'homme, et ce après être parvenues à s'échapper. Les individus présumés responsables de ces violations doivent être traduits en justice ».

## Niger : le HCR inquiet du sort de dizaines de milliers de déplacés fuyant Boko Haram



Des réfugiés nigérien installent commencent la construction d'un abri dans le camp de Sayam Forage, dans la région de Diffa, au Niger. Photo : UNHCR / Hélène Caux

**7 juin** - Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) s'est inquiété mardi du sort de dizaines de milliers de personnes ayant fui leurs maisons dans le sud-est du Niger, suite à une série d'attaques perpétrées depuis vendredi dernier par Boko Haram contre la ville de Bosso, dans la région de Diffa.

« Les attaques ont eu lieu le vendredi, dimanche et lundi. Ce matin la situation à Bosso est toujours incertaine », a souligné un porte-parole du HCR, Adrian Edwards, lors d'un point de presse à Genève, en Suisse.

Il s'est inquiété du fait que la situation sécuritaire et humanitaire ne cessait de s'aggraver dans la région de Diffa depuis le mois dernier.

« Nous n'avons pas travaillé directement dans Bosso depuis février 2015, date à laquelle l'insurrection [de Boko Haram] s'est propagée du Nigéria au Niger », a indiqué M. Edwards, soulignant toutefois que le HCR fournissait de l'aide à travers des partenaires locaux et travaillait avec les autorités pour définir une réponse coordonnée aux déplacements.

Le porte-parole a aussi indiqué qu'une équipe d'urgence du HCR serait déployée dans la région de Diffa cette semaine.

Selon lui, la violence n'a cessé d'empirer tout au long du mois de mai dans et autour de Bosso. Il a notamment cité une attaque survenue le 31 mai dans la ville voisine de Yebi, qui a fait neuf morts et forcé environ 15.000 habitants et de personnes déplacées à chercher refuge dans Bosso.

« Beaucoup d'entre elles avaient déjà été évacuées [à Diffa] il y a un an des îles du lac Tchad pour des raisons de sécurité », a précisé M. Edwards.

Au total, il a estimé que 50.000 personnes avaient fui l'attaque de vendredi, en direction de Toumour, une ville à environ 30 kilomètres à l'ouest de Bosso. Certaines d'entre elles ont déjà quitté Toumour pour se rendre à Diffa, à 140 kilomètres à l'ouest de Bosso, ainsi qu'à Kabelawa, où un camp pour personnes déplacées est sur le point d'atteindre sa capacité d'accueil maximum.

« Beaucoup d'entre eux sont traumatisés et inquiets pour leur sécurité. Les gens dorment à l'air libre et ont besoin de toute urgence d'un abri et d'autres formes d'assistance », a-t-il dit, appelant la communauté des bailleurs de fonds humanitaires à apporter de toute urgence un soutien financier au HCR.

## Abus sexuels en ligne : les jeunes se sentent menacés, selon l'UNICEF



Des étudiantes à l'école de Saint-François d'Assise sur leur smartphones après les cours, dans la ville de Central Visayas, dans la province de Cebu, aux Philippines. Photo : UNICEF / UN014974 / Este

**7 juin** - Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a tiré la sonnette d'alarme suite à la publication mardi d'un nouveau rapport indiquant que 80% des adolescents de 18 ans dans le monde pensent que les jeunes sont exposés à des risques d'abus sexuels en ligne.

« Huit adolescents de 18 ans sur 10 estiment que les jeunes sont en danger d'être maltraités sexuellement ou utilisés à des fins sexuelles en ligne, et plus de cinq sur 10 pensent que leurs amis ont des comportements risqués sur Internet », a déclaré l'UNICEF dans un communiqué de presse, citant les conclusions d'une étude conduite par l'agence, en partenariat avec l'institut de sondage Ipsos global poll.

Intitulé 'Dangers et possibilités : grandir en ligne', ce rapport est basé sur un sondage d'opinion international réalisé auprès de plus de 10.000 jeunes de 18 ans dans 25 pays.

« L'Internet et les téléphones mobiles ont révolutionné l'accès des jeunes à l'information, mais les résultats du sondage montrent à quel point le risque d'abus en ligne est réel pour les filles et les garçons », a déclaré le Directeur adjoint de l'UNICEF sur la protection de l'enfance, Cornelius Williams, ajoutant qu'un utilisateur d'Internet sur trois dans le monde est un enfant.

Le nouveau rapport conclut toutefois que près de 90% des adolescents interrogés sont confiants en leur capacité à rester en sécurité et éviter les dangers en ligne. Environ six personnes interrogées sur 10 affirment que rencontrer de nouvelles personnes en ligne est « assez ou très important pour elles », mais seulement 36% croient fermement qu'elles sont capables de détecter quand les gens qu'elles rencontrent en ligne mentent sur leur identité.

Plus de deux tiers des filles interrogées déclarent qu'elles seraient inquiètes si elles recevaient des commentaires ou des demandes à caractère sexuel sur Internet, comparé à 47% des garçons.

« Lorsque les menaces en ligne se produisent, les adolescents se tournent vers leurs amis plutôt que vers leurs parents ou leurs enseignants, mais moins de la moitié estiment savoir comment aider un ami face à un risque en ligne », a précisé l'UNICEF.

Pour inciter les enfants et les adolescents à mettre fin à la violence en ligne, l'UNICEF a lancé la campagne #ReplyforAll. Dans le cadre de cette campagne, les enfants et les adolescents sont invités à donner leur avis sur les meilleurs moyens de répondre à la violence ou aux risques en ligne et de sensibiliser leurs amis par le biais des médias sociaux.

L'UNICEF a par ailleurs appelé les gouvernements du monde entier à mettre en place des réponses coordonnées du point de vue légal, en matière de justice pénale.

« Lorsque les jeunes, les gouvernements, les familles, le secteur et les communautés des technologies de l'information et de la communication travaillent ensemble, nous sommes plus susceptibles de trouver les meilleures façons de répondre à la violence et à l'exploitation sexuelle en ligne », a déclaré M. Williams.

## Une réunion régionale au Paraguay vise à contribuer aux efforts globaux de prévention des catastrophes



La vallée de Katmandou, au Népal, après le tremblement de terre d'avril 2015.  
Photo : PNUD Népal / Laxmi Prasad Ngakhusi

**7 juin** - Les Nations Unies cherchent à réduire considérablement le nombre de personnes touchées par des catastrophes à travers le monde alors que l'an dernier ce chiffre a atteint 100 millions, dont 50 millions de personnes affectées par la sécheresse.

Selon des chiffres du Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes (UNISDR), près de 23.000 personnes sont mortes dans 346 catastrophes majeures en 2015.

Cela inclut plus de 8.800 personnes qui ont péri dans le tremblement de terre qui a frappé le Népal en avril.

Des experts se réunissent à Asuncion, la capitale du Paraguay, les 8 et 9 juin pour discuter de la façon de réduire les risques de catastrophes dans les Amériques et examiner comment le 'Cadre de Sendai pour la prévention des catastrophes' peut être mieux mis en œuvre.

Cette réunion de haut niveau, appelée #SendaiAmericas, est la première rencontre ministérielle de haut niveau sur la mise en œuvre du Cadre de Sendai.

Ce cadre, nommé d'après la ville japonaise où il a été adopté en mars 2015, vise à réduire de manière significative les pertes en vies humaines, en moyens de subsistance et les dommages à l'environnement.

« Lutter contre le risque de catastrophe est le moyen le plus tangible nous permettant de faire une différence dans la vie des personnes vulnérables partout dans le monde. Leur vulnérabilité est en hausse à cause du changement climatique, de la croissance démographique et parce que les pays n'intègrent pas le risque dans les choix qu'ils font en matière d'investissements », a déclaré Robert Glasser, qui dirige l'UNISDR et doit assister à la réunion.

Lors de cette réunion, des experts doivent discuter de leurs propres expériences et examiner des stratégies pour réduire les risques de catastrophes et les décès inévitables qui les accompagnent.

En 2004, un ouragan de catégorie trois, connu sous le nom de Charley, a ainsi causé des ravages à Cuba.

Les autorités cubaines ont décidé de réduire le risque de futurs événements météorologiques extrêmes en déplaçant les gens loin des zones côtières vulnérables, a expliqué Jose Rubiera, le Directeur du Centre national des prévisions à Cuba. « Il s'agit d'empêcher la reproduction de la vulnérabilité », a-t-il dit.

Quand une catastrophe comme un ouragan, des inondations, la sécheresse ou un tremblement de terre frappent, ce sont souvent les personnes les plus pauvres qui sont les plus durement touchés car elles sont les plus vulnérables.